

2 Politique

Opposition dite "républicaine"/Rentrée politique de Démocratie nouvelle

Le fonctionnement du parti à l'ordre du jour

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

LE parti politique Démocratie nouvelle (DN), qui se réclame de l'opposition dite "républicaine", fait sa rentrée politique les 27 et 28 avril 2019 à son siège. Autour du Premier secrétaire René Ndemezo'Obiang, le secrétaire permanent, toutes les instances du parti et les militants devront plancher sur le fonctionnement de cette formation politique, notamment, avec un clin d'œil sur les résultats engrangés par DN lors des dernières élections couplées de 2018.

Aussi, ces journées de réflexion seront l'occasion également d'évoquer la question de l'application



René Ndemezo'Obiang, le Premier secrétaire ouvrira les travaux de la rentrée politique.

Photo : Wilfried Mbinah

des résolutions issues du Dialogue d'Angondjé, ainsi que l'actualité politique nationale et les interrogations jugées légitimes par DN, suscitées au sein de l'opinion. La journée de samedi marquant le lancement des assises, débutera par le discours d'ouverture du Pre-

mier secrétaire, la mise en place des commissions. Puis, ce sera le commencement des travaux. Le dimanche 28 avril, lors de la clôture des journées de réflexion de DN, les militants suivront le rapport général, suivi du discours de René Ndemezo'Obiang.



Le comité permanent de DN lors d'une précédente rencontre.

Photo : F. M. Mombou / L'Union

Selon le programme des travaux, deux principaux ateliers en constitueront la trame. Le premier porte sur l'évaluation de l'application partielle des actes issus du Dialogue politique d'Angondjé. Notamment, revisiter la Constitution, les Institutions de la Répu-

blique et le système électoral ; réactiver le Comité de suivi.

Le second atelier, quant à lui, sera consacré à l'organisation et au fonctionnement du parti. Dans ce panel, il sera question de mener des réflexions sur cette formation politique, portant sur

son organisation, son fonctionnement et ses performances lors des dernières élections. Mais aussi sur ses rapports avec les partis de l'opposition et de la majorité ; son implantation sur le territoire national ; et la question de son financement.

Il faut rappeler qu'au sortir du scrutin couplé d'octobre dernier, le parti de René Ndemezo'Obiang a obtenu un député (Canton Ntem 1 et Canton Mveze), Elie-Colin Akoue et près d'une vingtaine de conseillers locaux et départementaux dans les communes de Bitam et Mitzic et dans le département du Ntem.

Notons enfin que DN tient sa rentrée politique en même temps qu'il célèbre son 3e anniversaire.

Vie des partis politiques/Centre des Libéraux Réformateurs (CLR)

Sickout-Iguendja sur le point de quitter le secrétariat général ?

Stéphane MASSASSA
Libreville/Gabon

C'est l'information qui circule depuis plusieurs jours, dans les couloirs du Cabaret des artistes, siège du Centre des libéraux réformateurs (CLR). Nommé secrétaire général de cette formation politique, il y a un an, Nicaise Sickout-Iguendja aurait déjà fait savoir à sa hiérarchie sa volonté de ne plus assumer cette fonction.

NICAISE Sickout-Iguendja est-il toujours secrétaire général du Centre des Libéraux réformateurs (CLR) ? C'est la question que se posent, depuis un moment, plusieurs compatriotes et observateurs de la vie politique gabonaise. D'autant plus que, l'information selon laquelle l'homme

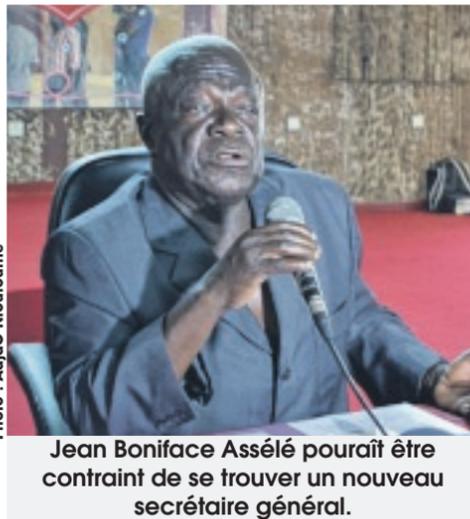


Nicaise Sickout-Iguendja, quant à lui, pourrait n'être qu'un simple militant de base.

Photo : D.R./L'Union

aurait démissionné de cette fonction, circule depuis plusieurs jours au siège du parti. Même si, en dépit de nos tentatives, aucun responsable de cette formation politique, y

compris le concerné, n'a daigné s'exprimer sur la question. Cependant, selon une source proche du CLR, l'ancien 5e adjoint au maire de la commune



Jean Boniface Assélé pourrait être contraint de se trouver un nouveau secrétaire général.

Photo : Adjaf Ntoutoume

de Libreville aurait déjà saisi sa hiérarchie, notamment le président Jean Boniface Assélé, quant à sa volonté de ne plus assumer cette fonction à laquelle il a été porté le 11

avril 2018. La même source révèle que l'intéressé souhaite demeurer simple militant de base.

L'on se souviendra, tout de même, que lors de son arrivée à ce prestigieux poste de secrétaire général du CLR, Sickout-Iguendja avait clairement indiqué qu'il ne venait nullement pour faire du surplace, et qu'il attendait faire bouger les lignes à travers l'application et le strict respect des textes du parti, toute chose allant dans le sens de la redynamisation des structures de base.

Le moins que l'on puisse dire, est que tout cela paraît bien loin aujourd'hui, même s'il faudrait attendre la confirmation de la rumeur actuelle.

Jusque dans un passé récent, le Cercle des libéraux réfor-

mateurs était positionné comme étant le meilleur allié du parti au pouvoir et la deuxième force de la Majorité républicaine et sociale pour l'émergence (MRSE). Mais il n'aura échappé à personne que le Parti démocratique gabonais (PDG) avait préféré, lors du dernier partage des postes au niveau des conseils municipaux et départementaux, composer avec des forces politiques nouvelles, plutôt que son allié de toujours.

Si la démission de Nicaise Sickout-Iguendja au poste de secrétaire général du CLR venait à se confirmer, cela présagerait sans l'ombre d'un doute, un véritable malaise au sein de ce parti qui pour d'aucuns, ne tient à ce jour que sur un seul pied.

BDC

L'heure au remplacement des élus locaux dans le département de Ndzomoe

SM
Libreville/Gabon

La formation politique présidée par Guy Christian Mavioga y songe depuis la démission du parti, le week-end dernier, de plusieurs de ces élus au conseil départemental et communal. La loi autorisant le colistier immédiat à rejoindre le conseil en lieu et place de l'élu sortant, l'opération ne s'annonce pourtant pas aussi simple, d'autant plus que plusieurs membres sur les listes ont également décidé de claquer la porte.

A peine l'élection locale du 6 octobre dernier terminée, le Bloc démocratique chrétien (BDC) va devoir, déjà, procéder au remplacement de certains de ses élus au sein du conseil communal



Le président du BDC, Guy Christian Mavioga, se dit serein malgré les départs enregistrés par sa formation politique.

Photo : SM/L'Union

et départemental de Ndzomoe, dans le département du Komo-Océan. Lesquels ont officiellement annoncé leur départ du parti de Guy Christian Mavioga, vendredi dernier, pour rejoindre Les Sociaux-démocrates gabonais (SDG), une formation également proche de la majorité présidentielle. Le départ de ces trois élus,

notamment, le conseiller communal Jean-Batiste Atame Nang et les conseillers départementaux André Mba Engoang et Caroline Nginguema Ekomie, implique automatiquement un changement au sein de trois sièges occupés par les partants. Selon la loi, leurs colistiers immédiats sont tout indiqués pour cela. Reste



Une vue des populations du Komo-Océan lors de la dernière campagne électorale.

Photo : Adjaf Ntoutoume / L'Union

que parmi ceux-ci, il y en a également qui ont décidé de claquer la porte du BDC en même temps que les titulaires de ces postes.

Il revient, en l'état actuel des choses, que pour le compte de la commune de cette localité, c'est logiquement la colistière Anna Claudine Ayo Assayi épouse Mavioga, positionnée au troisième

rang de la liste présentée par le BDC le 6 octobre dernier, qui devrait rejoindre le conseil, afin d'occuper ce deuxième siège obtenu par ledit parti. Quant au conseil départemental, ce sont Romuald Agninga et Thierry Brice Ntoutoum Bissimou qui devraient bénéficier des sièges laissés par leurs anciens compagnons.

Par ailleurs, le moins que l'on puisse dire, c'est que ces départs enregistrés au BDC semblent être minimisés par le premier responsable de cette formation politique. D'autant plus qu'ils ont, selon lui, permis d'identifier le ver qui existait depuis un certain temps, dans le fruit. Remettant même en cause toutes les raisons évoquées par ses anciens militants pour justifier leur départ. "C'est à eux-mêmes d'animer la vie politique du parti dans leurs coins respectifs et non moi", avait déclaré Guy Christian Mavioga en réponse à ces démissionnaires qui se plaignaient de l'absence du BDC sur le terrain politique local. Non sans ajouter : "Nous allons poursuivre nos objectifs sans nous laisser distraire par les manœuvres d'une autre époque".